

Les opposants lancent déjà leur campagne contre l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!»

Le chaos pour prédiction

PHILIPPE CASTELLA

Immigration ▶ Vous avez aimé la campagne très animée sur la redevance radio-TV et celle bien tendue sur l'imposition individuelle? Vous allez adorer la bataille homérique qui se profile sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» soumise au peuple le 14 juin.

L'UDC promet d'engager toutes ses forces dans ce combat majeur pour elle. Et le camp d'en face n'a pas attendu. Au lendemain du dimanche de votations, les opposants ont lancé leur campagne avec fracas.

Beaucoup d'agitation

Sous l'appellation Non à l'initiative du chaos se cache une alliance de droite qui regroupe le PLR, Le Centre, les Verts libéraux, le Parti évangélique, ainsi que des acteurs économiques. La gauche et les syndicats devraient mener leur propre campagne. Et lundi prochain, le conseiller fédéral Beat Jans présentera ses arguments contre l'initiative en compagnie de Markus Dieth (centre, AG), le président de la Conférence des gouvernements cantonaux.



«Dans une situation internationale si volatile, la stabilité est notre bien le plus précieux»

Benjamin Mühlemann

De manière plus surprenante se joindront à eux les partenaires sociaux, avec notamment les sénateurs Pierre-Yves Maillard (ps, VD) et Fabio Regazzi (centre, TI), respectivement présidents de l'Union syndicale suisse (USS) et de l'Union suisse des arts et métiers (Usam). Cela ressemble plus à une alliance de campagne qu'à une présentation des arguments du Conseil fédéral.

Toute cette agitation montre bien le caractère exceptionnel de la bataille qui s'amorce. Lundi, les opposants ont mis l'accent sur le chaos qui se profile en cas d'acceptation de l'initiative: chaos lié à la pénurie de main-d'œuvre dans la santé, la restauration, le tourisme, l'industrie ou encore l'agriculture. Mais aussi dans le financement de l'AVS avec une population qui vieillit.

Libre circulation visée

Coprésident du PLR, Benjamin Mühlemann a également évoqué la situation géopolitique, avec la guerre en Europe et au Proche-Orient, ainsi que la nouvelle ère de protectionnisme imposée par Donald Trump:



Dans leur campagne, les opposants veulent mettre le doigt sur la pénurie de main-d'œuvre qu'entraînerait une acceptation de l'initiative de l'UDC, en particulier dans le secteur sensible de la santé.

KEYSTONE

«Dans une situation internationale si volatile, la stabilité est notre bien le plus précieux.»

Pour le sénateur glaronais, notre relation avec l'Union européenne doit être préservée. Et elle est menacée par l'initiative de l'UDC qui fixe un plafond à 10 millions d'habitants pour la Suisse. Son texte précise encore que, aussitôt la barre des 9,5 millions d'habitants franchie – ce qui pourrait arriver dès 2031 –, la Confédération prend des mesures pour limiter l'immigration. Et si la barre des 10 millions d'habitants est franchie avant 2050, la Suisse a deux ans pour corriger le tir, sous peine de

devoir dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Cela entraînerait par un effet domino la chute de la plupart des autres accords bilatéraux.

Pénurie de main-d'œuvre

De même, selon la cheffe du groupe du Centre Yvonne Bürgin, «le monde est devenu moins sûr. Dans cette situation, la stabilité politique n'est pas un luxe, c'est notre assurance-vie.» La Zurichoise prédit un chaos dans l'asile également, avec la possible mise à l'écart des accords de Dublin, qui entraînerait une avalanche de demandes d'asile

en Suisse. Pour le vert libéral zurichois Patrick Hässig, «la question centrale n'est pas de savoir combien de personnes vivront en Suisse dans le futur, mais qui soignera et s'occupera de ceux qui y vivent aujourd'hui». Hôpitaux et EMS dépendent fortement du personnel européen qu'ils peuvent engager.

Membres du comité de la Fédération suisse du tourisme, Jacqueline de Quattro souligne que cela vaut aussi pour le secteur de la restauration et de l'hôtellerie: «Deux tiers des établissements de cette branche ont recours aux travailleurs européens qui peuvent être employés

dans notre pays sans obstacles administratifs», mentionne la libérale-radical vaudoise.

L'agriculture concernée

Cette menace pèse aussi sur l'agriculture. Vigneron à Praz, dans le Vully, Cédric Guilloid dénonce: «Cette initiative nous priverait d'une main-d'œuvre que nous ne pouvons pas remplacer, alors que dans nos vignes, nos champs, nos étables, nous manquons déjà de bras qualifiés et motivés.» Et le Fribourgeois d'interroger: «Voulez-vous encore boire du vin suisse et du lait suisse? Voulez-vous encore manger des légumes du Seeland,

des abricots du Valais ou une fondue moitié-moitié?»

Cédric Guilloid pointe du doigt les initiants: «L'UDC nous parle souvent de souveraineté alimentaire, mais si nous ne pouvons plus compter sur ces travailleurs, nos volumes diminueront, nos coûts augmenteront et, surtout, nous importerons davantage de produits étrangers. Est-ce vraiment cela que nous voulons?»

Les craintes de l'industrie

Cette dépendance vaut aussi pour l'industrie d'exportation, comme en témoigne Pierre-Yves Bonvin, directeur de Steiger Participations, active dans des marchés de niche comme les machines pour la mode de luxe ou le secteur médical. «Pour fabriquer ces machines hautement complexes à Yvertois, nous avons besoin de spécialistes qui ont souvent été formés à l'étranger, comme des ingénieurs en mécanique venant d'Allemagne, d'Italie ou de France, explique le Valaisan. Sans la libre circulation des personnes, mon entreprise ne pourrait tout simplement plus produire en Suisse.»

Pour une PME active dans l'innovation comme la sienne, les accords bilatéraux permettent aussi un accès sans entraves au marché européen et des collaborations avec des universités européennes. «Nous menons actuellement des projets de coopération avec les universités de Dresde, Delft et Roubaix pour développer les machines du futur», développe Pierre-Yves Bonvin. Et l'entrepreneur craint qu'une «rupture avec l'Union européenne ne mette en péril ces réseaux de recherche et n'affaiblisse massivement la place d'innovation suisse». I

L'UDC est prête à en découdre

Pour Nicolas Kolly, l'agitation autour de l'initiative de son parti démontre l'importance de lutter contre la croissance démographique effrénée que connaît la Suisse.

L'UDC fourbit ses armes en vue de la bataille pour son initiative dite de durabilité, dans la posture qu'elle affectionne le plus, seule contre tous. **Nicolas Kolly** (PHOTO KEYSTONE) se dit «satisfait» de voir les opposants sortir si tôt du bois: «Cela démontre que le sujet que nous amenons sur le tapis en rapport à la croissance démographique effrénée est d'importance primordiale et que notre initiative est prise au sérieux.»

Le traumatisme de l'acceptation par le peuple (50,3% de oui) de l'initiative «Contre l'immigration de masse» est encore dans toutes les têtes. «Les opposants devront assumer d'avoir refusé de

mettre en œuvre notre initiative en 2014», avance le conseiller national fribourgeois. «Cela reste pour moi l'un des plus grands scandales liés à notre démocratie directe. La volonté populaire a été ignorée.»

L'étiquette d'initiative du chaos accolée à leur texte amuse Nicolas Kolly qui renvoie la balle dans le camp des opposants: «A la population de trancher pour savoir quel chaos elle préfère. Pour moi, le chaos, c'est ce qui se passe ces vingt dernières années avec une criminalité importante, des constructions à tout-va et, malgré cela, une pénurie de logements, des routes et trains bondés ou encore le fait que beaucoup, en Suisse, ne trouvent pas d'emploi.»

L'élue UDC en rajoute une couche: «Pour moi, le chaos, ce sont plutôt toutes ces conséquences d'une immigration galopante. Ce que veut notre initiative, c'est de

